

L'Union transatlantique

jeudi 1er mai 2008, par [Victoria NULAND](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Victoria NULAND](#), **L'Union transatlantique**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er mai 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'ambassadeur américain auprès de l'Otan, Mme Victoria Nuland, a prononcé deux discours fin février 2008, l'un à Londres le 25 février et l'autre à Paris le 22 février. Elle appelle à une nouvelle Union transatlantique, passant notamment par le renforcement de l'Europe de la défense, celle-ci trouvant sa place pour agir indépendamment. L'UE comme l'Otan pourront alors travailler ensemble. Ayant de nombreux passages communs, les discours se ressemblent. Le plus révolutionnaire est celui de Londres, même si les extraits significatifs de celui de Paris sont également présentés (<http://nato.usmission.gov/>).

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le [diploweb.com](http://www.dfnat.com) vous présente ce document initialement publié dans le revue *Défense nationale et sécurité collective*, avril 2008, pp. 29-34. Nous vous invitons à visiter son site à l'adresse <http://www.dfnat.com>

Extraits du DISCOURS À LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS LE 25 FÉVRIER 2008

(...) LAISSEZ-MOI POURSUIVRE avec quelque chose que vous pouvez trouver totalement surprenant, surtout venant de moi : vous qui êtes les diplomates, journalistes, parlementaires, juristes internationaux et les hommes d'affaires de demain, j'espère que vous estimerez que votre première responsabilité, en plus de construire la Grande-Bretagne et l'Otan les plus solides possible, consiste à renforcer et construire les capacités de l'Union européenne. Vous trouverez cela étrange et même un peu louche d'avoir l'ambassadeur américain à l'Otan qui se tient devant vous et qui préconise que vous, les dirigeants britanniques et internationaux de demain, construisiez une UE plus forte. Pourquoi donc ai-je un tel discours ?

Si nous avons appris une chose depuis le 11 septembre 2001, ou même, en l'occurrence, depuis soixante voire cent ans, c'est que les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont pas seulement besoin l'un de l'autre, mais qu'ils ont besoin d'une Europe forte. Nous, aux États-Unis, avons besoin d'une Europe qui soit aussi unie que possible, prête à porter toute sa part des responsabilités et à défendre notre sécurité commune et promouvoir nos valeurs partagées. Et les Britanniques, comme tous les Européens, ont besoin d'une Amérique qui est engagée, consultant l'Europe et coopérant avec elle afin de trouver des solutions communes à des défis communs (...).

Aujourd'hui, les défis que nous devons surmonter ensemble vont du terrorisme, de l'extrémisme violent et des armes à effet de masse jusqu'au besoin d'abaisser notre dépendance envers l'énergie fossile, de réagir à la pauvreté, aux maladies et à la faim qui touchent encore trop de gens dans le monde. Ensemble, nous devons composer avec un Kremlin qui a fermement renforcé son pouvoir d'État, qui s'est retiré du traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE) et qui menace de pointer ses missiles contre ses voisins, même si nous travaillons de concert avec la Russie sur l'Iran, la Corée du Nord et d'autres intérêts communs de première importance. Nous devons maintenir envers l'Iran la juste proportion de diplomatie, d'ouvertures politiques et économiques, et de pression pour qu'il recommence à coopérer avec le Conseil de sécurité, abandonnant toute idée terroriste et procurant à son peuple le futur qu'il mérite. Et nous devons encourager la Chine à utiliser sa

puissance croissante à la stabilité et la paix, dans son voisinage ou dans les affaires du monde. En bref, nous vivons dans un monde compliqué et dangereux qui nécessite de la part de ceux qui ont la chance de vivre dans des sociétés libres de réunir leurs forces pour protéger ce que nous avons chez nous et pour consolider et élargir la communauté démocratique.

L'UE indispensable

Quand nous, les États-Unis, cherchons de par le monde les partenaires qui peuvent répondre à ces défis, nous voyons bien sûr nos alliés d'Asie et les autres démocraties puissantes à notre sud et à notre est ; mais souvent, nous nous arrêtons d'abord à l'UE. Nous consulterons toujours Londres en premier, tout comme les autres capitales, mais de plus en plus souvent nous nous tournons également vers les institutions européennes.

Avec maintenant quinze missions sur trois continents, l'UE a prouvé sa capacité à constituer un ensemble plus grand que la somme de ses parties. Aujourd'hui, l'UE fournit de l'aide au développement, des droits de l'homme, des programmes anticorruption, des formateurs de police, des facultés d'encadrement et, le plus important, la capacité de réunir toutes ces choses dans la juste proportion pour faire face au problème du moment. La Grande-Bretagne a été pilote pour construire ces capacités dans l'UE et elles sont fructueuses : à preuve, la mission civilo-militaire de l'UE en Bosnie, les missions de police au Timor oriental et à Rafah, et les efforts de maintien de la paix au Tchad. Nous soutenons le leadership européen dans chacun de ces cas.

Mais alors que la capacité européenne à conduire des actions communes en matière de puissance douce (soft power) s'est accrue, notre engagement transatlantique en matière de puissance dure (hard power) a objectivement décliné.

(...) Déjà, au Tchad, les nations européennes qui participent à la mission découvrent que même pour organiser une modeste opération de soutien de la paix, il faut des hélicoptères de manœuvre, des avions de transport à long rayon d'action ; des moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance sophistiqués ; des moyens de communication modernes et interopérables. Toute l'aide au développement du monde, tout le soutien à la bonne gouvernance et tous les entraînements de police du monde ne servent à rien si vous ne pouvez d'abord fournir de la sécurité aux personnes que vous cherchez à aider.

Besoin d'Europe

L'organisation où je sers, l'Otan, tire les mêmes enseignements en Afghanistan. C'est pourquoi je suis à Londres aujourd'hui pour dire que les États-Unis, que le Royaume-Uni, que l'Otan et le monde démocratique ont besoin d'une capacité de défense européenne plus forte et plus puissante. Une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui ne ferait que de la puissance douce ne suffit pas. Cela impose que la Grande-Bretagne utilise avec détermination son leadership en Europe pour que les dépenses européennes de défense augmentent à nouveau : il faut améliorer les moyens militaires européens investis dans des domaines négligés comme les hélicoptères, les drones, les forces spéciales ; disposer de communications interopérables et de soldats entraînés à la lutte antirébellion. C'est notre intérêt commun parce que les Américains et les Britanniques ne peuvent continuer à porter une telle part du fardeau global sans davantage d'aide de nos Alliés et amis.

(...) Cela me ramène à mon idée première : nous avons besoin d'une UE plus forte, nous avons besoin d'une Otan plus forte, et si l'Afghanistan nous a appris une chose, c'est que nous avons besoin de relations plus proches et confiantes entre elles. J'irai plus loin : si de part et d'autre de l'Atlantique nous croyons réellement à une approche globale de la sécurité, qui réunisse le meilleur de notre puissance, dure et douce à la fois, nous avons besoin d'un endroit où nous pouvons planifier et nous entraîner à de telles missions, comme une famille Otan-UE.

N'ayez pas peur, je ne suis pas en train de parler du rapprochement d'institutions ou même de la fusion de leurs mandats. Ça n'aurait de sens ni pour l'Europe ni pour l'Amérique. L'Europe a besoin d'un espace où elle puisse agir indépendamment, et nous avons besoin d'une Europe capable et déterminée à le faire, dans la défense de nos intérêts et valeurs communs.

Pourtant, nous ne pouvons continuer à partir chacun de notre côté dans des contrées éloignées du monde, et choisir à chaque fois nos partenaires. Les coalitions de volontaires ont leur limite. Nous devons apprendre à penser, se préparer et agir ensemble, tout en préservant l'autonomie de chaque institution. Pas seulement en Afghanistan et au Kosovo, où l'Otan comme l'UE sont engagées ; mais chaque fois que l'on nous appellera à soutenir la sécurité et le développement, que ce soit dans les territoires palestiniens, en Afrique ou pour les prochains défis à peine imaginables aujourd'hui. Si nous pouvons le réaliser en tant que communauté transatlantique, nous pourrions également, en tant que membres au cœur de la famille des Nations unies, renforcer les efforts de l'organisation.

Conjonction favorable

La bonne nouvelle, c'est que les astres paraissent se conjuguer pour favoriser une telle cohérence. À Paris, nous avons un président qui veut utiliser sa présidence de l'UE pour renforcer l'Europe de la défense, et ensuite ramener la France dans une Otan renouée. À Washington, les dirigeants de tous côtés appellent à plus et non moins d'Europe. Et à Londres, David Miliband nous demande de soutenir la vague civile du monde en faveur de la démocratie, avec la puissance douce comme la dure.

Ainsi, les vieux contentieux et autres disputes s'apaisent sur les deux rives de l'Atlantique. Nous devons maintenant montrer une sagesse égale afin d'abaisser les barrières entre les organisations. Du côté européen, un partenaire comme la Turquie qui contribue généreusement aux missions de l'UE et veut coopérer à l'Agence européenne de défense doit être accueilli : on doit le consulter et lui offrir un accord de sécurité et des droits proportionnés à ses contributions et à son potentiel. En échange, l'Otan doit ouvrir ses portes à un partenariat complet avec Chypre et finaliser un accord de sécurité, tout en encourageant Malte à revenir dans le Partenariat pour la Paix. Des membres anciens de l'UE et de l'Otan comme le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne détiennent les clés de ce grand arrangement. Les États-Unis restent prêts à les aider, mais les Européens doivent prendre l'initiative de faire fondre les glaciers de l'absurde « conflit gelé » entre les deux organisations (...).

(...) Ma génération est prête à entamer le travail pour élaborer l'un des plus grands partenariats de l'histoire, l'Union transatlantique, afin de répondre aux défis les plus récents qui affectent notre sécurité et notre liberté.

EXTRAITS DU DISCOURS AU CLUB DE LA PRESSE À PARIS LE 22 FÉVRIER 2008

(...) L'organisation où je sers, l'Otan, tire les mêmes enseignements en Afghanistan. Aussi quand le président français Nicolas Sarkozy déclare en novembre 2007 devant le Congrès américain : « L'Europe doit maintenant reprendre le dossier majeur de ses capacités militaires... il y a plus de crises qu'il n'y a de capacités pour s'en occuper », aucun Américain ne le désapprouve.

Nous sommes d'accord avec la France : l'Europe, les États-Unis, l'Otan et le monde démocratique ont besoin d'une capacité de défense européenne plus forte et plus puissante. (...) parce que le président Sarkozy a raison : « l'Otan ne peut pas être partout ».

(...) Avec ces défis à l'esprit, nous accueillons avec grand plaisir la déclaration du président français, « la France restera engagée en Afghanistan aussi longtemps que nécessaire, parce que ce qui est en jeu, c'est l'avenir de nos valeurs et de l'Alliance atlantique ». Avec des forces à Kaboul, des équipes intégrées d'entraînement prêtes sans restriction, des Mirage dans le Sud et l'annonce récente de renforts prévisibles, nous voyons que la France joue un rôle croissant dans ce combat.

(...) Nicolas Sarkozy veut utiliser la présidence de l'UE pour renforcer l'Europe de la défense, et ensuite ramener la France dans une Otan rénovée. Avec un moteur français dans les deux organisations, nous pouvons les rapprocher encore plus. À Washington, les dirigeants de tous côtés appellent à plus et non moins d'Europe et applaudissent à l'appel du président français pour que l'Union européenne et l'Otan « marchent la main dans la main ».

(...) Cela nécessitera du courage, de la créativité et un esprit visionnaire. Cela nécessitera considérablement plus d'investissement de la part de chacun d'entre nous. Mais si Washington et Lafayette ont pu joindre leurs forces pour repousser les vareuses rouges, alors, sûrement, notre génération pourra élaborer l'un des plus grands partenariats de l'histoire, l'Union transatlantique, afin de répondre aux défis les plus récents qui affectent notre sécurité et notre liberté.

NDLR : Cet article a été initialement publié dans la revue Défense nationale et sécurité collective, avril 2008, pp. 29-34. Nous vous invitons à visiter son [site](#)

Copyright février 2008-Nuland

P.-S.

Ambassadeur des États-Unis d'Amérique auprès du Conseil de l'Atlantique Nord